

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA GAUCHE ET LE TOURNANT DE 1983

Georges Saunier

06/06/2016

Dans une deuxième partie de la journée d'études « Pierre Mauroy et François Mitterrand, une longue histoire (1965-2013) » organisée le 19 juin 2015 à Lille et consacrée aux années de responsabilités partagées (1981-1984), Georges Saunier revient sur la politique économique de la gauche et l'année 1983.

En février 2014, Gérard Mestrallet, alors à la tête de la grande entreprise GDF-Suez – aujourd'hui Engie –, commente les décisions économiques prises par François Hollande au début de l'année 2014 de la façon suivante : « J'espère qu'il s'agit d'un nouveau mars 1983¹. » Cette citation est intéressante à plus d'un titre. D'abord parce que Gérard Mestrallet fut l'un des acteurs de « mars 1983 ». Il était alors conseiller auprès de Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances. Ensuite parce que cette citation donne une bonne idée du sens pris par l'expression « mars 1983 ». Dans cet entretien, en effet, Gérard Mestrallet précise : « François Mitterrand et Jacques Delors avaient décidé de changer de politique économique. »

« Mars 1983 », que l'on désigne aussi comme « le tournant de 1983 » ou « le tournant de la rigueur », est en effet devenu, au fil du temps, une expression passe-partout qui désigne, dans l'espace public, une date de l'histoire politique de notre pays, et plus spécifiquement de l'histoire de la gauche. Pour les uns, le plus souvent à droite, il s'agit de démontrer que la gauche est incapable de gouverner, qu'une fois au pouvoir ses promesses de campagne se traduisent par la ruine du pays et que, *in fine*, elle doit corriger brutalement sa politique économique. C'est ce qui se serait passé entre 1981 et 1983. Pour les autres, à gauche et à l'extrême gauche, les décisions de mars 1983 symbolisent la trahison des partis de gouvernement de type social-démocrate. Refusant de rompre brutalement avec le modèle d'économie capitaliste, ces derniers finiraient inéluctablement par abandonner leurs promesses à l'avantage du « grand capital » et des patrons. Enfin, au sein même des partis sociaux-démocrates et donc du Parti socialiste – si l'on admet de le classer dans cette catégorie –, « mars 1983 » symbolise la victoire d'une gauche réformatrice, théoriquement plus attentive aux réalités socio-économiques, sur une gauche plus politique et idéaliste, plus sensible aux alliances électorales, la première se déclarant par ailleurs plus morale que l'autre dans la

mesure où elle expose les contraintes réelles de son action sans susciter de faux espoirs.

On le voit, « mars 1983 », objet de cet article, a mauvaise réputation. Pourtant, c'est largement infondé. Les travaux historiques sur le « tournant de mars 1983 », qui se sont étoffés ces dernières années, sont venus nuancer la notion de tournant brutal, inscrivant au contraire ces événements dans une perspective plus longue². Par ailleurs, nous voudrions aussi montrer, au-delà de ce débat historiographique, l'importance de la relation Mitterrand-Mauroy durant cette période. Chacun dans leur rôle, les deux hommes se sont mutuellement influencés dans la gestion des choix économiques de l'époque.

Le choix de nommer Pierre Mauroy

L'influence de Pierre Mauroy est d'abord liée à la fonction qu'il occupe à la suite de la victoire électorale de mai 1981. Le 21, jour de son accession à la présidence de la République, le premier et seul décret officiel de François Mitterrand est de le nommer Premier ministre. Le lendemain, il dissout l'Assemblée et nomme – sur proposition du nouveau Premier ministre – les membres du premier gouvernement de la gauche victorieuse. Tout autant que leur histoire commune dans les années 1960 et au Parti socialiste depuis 1971, l'ordre constitutionnel et la pratique de la V^e République lient désormais les deux hommes dans l'action.

Il faut souligner ici la position spécifique de Pierre Mauroy dans l'équilibre des forces socialistes, auquel François Mitterrand est bien entendu très attentif. Les deux hommes furent en effet opposés lors du Congrès de Metz de 1979, sans toutefois que le maire de Lille fusionne ses forces avec celles de Michel Rocard. Bref, le futur Premier ministre incarnait une position intéressante entre le courant mitterrandiste et celui de la « deuxième gauche ». À ce facteur politique s'ajoute, semble-t-il, un lien personnel. « Il y a entre lui et moi un lien que rien n'effacera : nous avons reconstruit ensemble le socialisme français, et ce, dans un climat exceptionnel de confiance mutuelle³ », écrit François Mitterrand dans *Ici et Maintenant* publié en novembre 1980, le jour même où il présente aux instances du Parti socialiste sa candidature pour l'élection présidentielle.

Pourtant, les années précédentes ont été tumultueuses entre les deux hommes. Dans la bataille qui oppose François Mitterrand et Michel Rocard après le nouvel échec de la gauche aux législatives de 1978, au congrès de Metz de 1979 et dans la course à la candidature pour l'élection présidentielle au printemps-été 1980, Pierre Mauroy – qui doute de la stratégie d'union de la gauche avec le PCF et se méfie de certains proches de François Mitterrand qui souhaitent une ligne « tout à gauche » – refuse d'appuyer le premier secrétaire. Après Metz, il est relégué dans la minorité. Pour autant, il ne fusionne pas son courant avec celui de Michel Rocard, choisissant au contraire d'assumer une ligne

politique spécifique qu'il intitule « Socialisme et réalité » ; une ligne qu'il veut à la fois fidèle à la tradition socialiste et ouverte aux réalités économiques. Par ailleurs, il ne cesse d'appeler à l'unité des socialistes et, pour cette raison, refuse de soutenir trop nettement Michel Rocard. En réalité, malgré la guerre des courants entre mitterrandistes et rocardiens où les mauroyistes se trouvent entraînés, les liens personnels entre François Mitterrand et Pierre Mauroy ne se sont pas distendus fortement. Passé les heures difficiles de Metz, les deux hommes continuent même de se rencontrer régulièrement. Pierre Mauroy en tire la conviction que François Mitterrand sera bien candidat. Il en a la confirmation à l'automne lorsque François Mitterrand lui propose secrètement de devenir son Premier ministre en cas de victoire.

Le choix de François Mitterrand, confirmé le 21 mai 1981, a son importance. Il nomme à Matignon un homme de synthèse, celui avec qui il a développé le Parti socialiste depuis le congrès d'Épinay de 1971. Mais c'est aussi un homme qui a su lui tenir tête sur une ligne politique qui se voulait réaliste, une ligne de gouvernement, comme il l'a affirmé à Metz en 1979. Le nouveau président de la République a donc appelé à ses côtés un socialiste qui, depuis des années, a cherché à faire du Parti socialiste un parti capable d'assumer les responsabilités du pouvoir ; un homme qui, en 1980, expliquait qu'il ne fallait pas être otage du Parti communiste – ce qui, en 1981, comptait encore beaucoup. Ce choix n'avait rien d'obligatoire. Le nouveau président aurait pu choisir un autre homme pour Matignon, un ancien conventionnel plus proche de lui, par exemple, ou une personnalité telle que Gaston Defferre. En choisissant Pierre Mauroy, François Mitterrand a donné le signe d'un certain équilibre.

Les choix économiques de 1981

Dès leur arrivée au pouvoir, François Mitterrand et Pierre Mauroy, fidèles aux engagements pris devant les Français et à la suite de rapides rencontres entre leurs équipes, annoncent leurs premières mesures économiques, avant même la tenue des élections législatives de juin. Ces annonces sont non seulement confirmées après ces élections – c'est-à-dire après la formation du deuxième gouvernement Mauroy, auquel participent quatre ministres communistes –, mais amplifiées par une série de lois et de décrets touchant tous les aspects de la vie économique et sociale. Il s'en dégage une formidable impression de volontarisme politique.

René Rémond, tout en rappelant les contraintes auxquelles la gauche dut faire face à l'époque – et auxquelles elle *fut en mesure* de faire face puisque les institutions de la V^e République lui donnaient la stabilité qui avait manqué à Herriot, Blum, Mendès France ou Mollet –, notait que « [le niveau des] changements [était quantitativement] plus qu'appréciable. [La gauche avait alors] modifié durablement la société. [...Tout ceci constituant] un chapitre capital de notre histoire

contemporaine⁴. »

Il est bien entendu assez artificiel de séparer les mesures économiques des mesures “sociétales” puisque, dans ces années, l’idée est de « changer la vie ». Toutefois, les socialistes au pouvoir, appuyés par une majorité à laquelle participent les communistes, prennent d’importantes et rapides décisions. Lors du Conseil des ministres du 3 juin 1981, les socialistes mettent en place certaines mesures de revalorisation sociale en faveur des plus défavorisés : augmentation du Smic ; relèvement des allocations familiales ; relèvement de l’allocation de logement et plan de construction de logements sociaux ; majoration du minimum vieillesse ; majoration de l’allocation aux adultes handicapés ; retraite de base des agriculteurs revalorisée de 10 %. Ce sont plusieurs millions de personnes qui bénéficient de ces mesures dont les effets se font sentir immédiatement. Quinze jours plus tard, elles sont complétées par un ensemble de dispositifs favorables à l’emploi.

Le deuxième axe concerne les nationalisations. Il n’y a pas lieu ici d’entrer dans les détails⁵. Rappelons toutefois que l’État prend entièrement possession de sept grandes sociétés industrielles⁶, auxquelles il faut ajouter – et c’est sans doute le plus crucial – 39 banques et deux compagnies financières, contrôlant désormais 95 % de la distribution du crédit en France. Par ailleurs, le gouvernement décide de prendre certaines participations qui lui assurent le contrôle d’entreprises dans des secteurs clés : Matra, Dassault Aviation, Usinor-Sacilor, ITT France, CII-Honeywell Bull, Roussel Uclaf. De 1982 – date de la loi de nationalisation – à 1985, l’État restructure complètement ces grandes entreprises, les recapitalise, les modernise. L’ensemble du secteur public représente alors près de 30 % des investissements et 20 % de la valeur ajoutée française. À cela s’ajoute une vaste politique industrielle où différents plans se succèdent avec plus ou moins de réussite : plan informatique, plan câble, plan machine-outil, plan acier, etc. Là encore, il s’agit de moderniser le tissu industriel français. Cette politique ne fut nullement interrompue en 1983.

Le gouvernement agit aussi dans le domaine de l’emploi. Le temps de travail est réduit de 40 à 39 heures hebdomadaires – en attendant une grande négociation sur les 35 heures qui n’a jamais vu le jour. La cinquième semaine de congés payés est adoptée, ainsi que le principe du départ à la retraite à soixante ans qu’accompagne un vaste programme de préretraites et, à partir de 1983, un effort important sur la formation professionnelle. Les lois Auroux, au second semestre 1982, complètent ce dispositif. Elles entrent progressivement en vigueur en 1983 et ne seront pas remises en cause par la suite.

À ces mesures touchant l’organisation économique du pays, le gouvernement de Pierre Mauroy ajoute un ensemble de décisions renforçant l’intervention directe de l’État sur le marché et l’emploi,

d'une part, et dans l'économie, d'autre part : création de 55 000 postes dans la fonction publique⁷ ; mise en œuvre de dispositifs d'aide à l'embauche ; hausse des budgets des ministères de la Recherche, de la Culture, de l'Éducation, avec, en regard, des politiques interventionnistes nouvelles qui se développent. Une hausse des dépenses budgétaires de près de 20 % est prévue pour 1982. Pour financer ces décisions, un nouvel impôt sur les plus riches est créé en 1982 – l'impôt sur les grandes fortunes, pour un rendement de 3,6 milliards de Francs –, on augmente l'impôt sur les entreprises – pour 3,2 milliards – et sur les produits pétroliers – 0,9 milliard. Toutefois, l'essentiel de ces dispositifs est financé par une hausse de la dette publique dont la charge passe pour 1982 de 19 à 56 milliards de francs, avec un déficit s'établissant à 96 milliards de francs, soit 2,6 % du PIB, ce taux demeurant toutefois l'un des plus bas de l'OCDE.

Les choix de « mars 1983 »

C'est cette dernière composante de l'action économique du gouvernement qui connaît une inflexion rapide. En effet, si nombre de décisions prises à l'été et à l'automne 1981 ne sont pas annulées et si les réformes se poursuivent tout au long de l'année 1982 et au-delà – les lois Auroux, les nationalisations, les grandes lois de décentralisation, par exemple, sont votées en 1982 et donnent progressivement des résultats –, le gouvernement prend des mesures qui viennent contrôler les dépenses publiques et l'évolution de la masse monétaire. C'est notamment le cas en mars 1983, moment que les commentateurs interprètent immédiatement comme un coup d'arrêt brutal à la politique menée depuis 1981.

Sans en faire le récit minutieux, rappelons les événements⁸. Tout commence au lendemain des élections municipales des 6 et 13 mars 1983. Au soir du premier tour, une évidence s'impose : la gauche n'est plus majoritaire en voix dans le pays⁹. On observe malgré tout une certaine mobilisation de son électorat au second tour, qui permet d'éviter un désastre puisque plusieurs grandes villes restent à gauche. La droite sort néanmoins de cette consultation renforcée, à l'image de Jacques Chirac à Paris, qui réussit l'exploit de conquérir tous les arrondissements de la capitale. Il s'agit bien entendu d'un avertissement pour la majorité et, dès le lendemain, l'opinion se demande comment le président de la République va réagir. C'est ainsi que, dès le lundi 14, les médias évoquent certaines hésitations du pouvoir, et en particulier de la part de François Mitterrand : doit-il changer de politique économique ? Doit-il changer de gouvernement ou de Premier ministre ? Que doit-il dire à la Nation ? Si les médias s'interrogent, c'est qu'effectivement le président de la République consulte différents acteurs politiques de la majorité socialiste. Ces consultations ne sont pas nouvelles. Depuis l'automne 1982, François Mitterrand reçoit des « visiteurs du soir », c'est-à-dire un groupe hétérogène de personnalités issues du monde économique – le nom de Jean Riboud est le plus souvent évoqué – ou d'hommes politiques tels que

Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius et Pierre Bérégovoy qui militent pour un changement de ligne politique. Ce changement s'accompagnerait d'un renouvellement à Matignon, donc du départ de Pierre Mauroy, dont la popularité dans les sondages a baissé.

À ces interrogations politiques s'ajoute une autre question. Depuis mai 1981 et la victoire de la gauche, le franc français est régulièrement attaqué sur les marchés monétaires. Ce jeu contre la monnaie nationale entraîne des interventions régulières de la Banque de France afin de maintenir le taux de change du franc, notamment par rapport au deutsche mark, l'une des monnaies pivots du Système monétaire européen (SME) dans lequel la France est engagée. En octobre 1981 et juin 1982, les autorités françaises ont déjà dévalué à deux reprises le franc dans le cadre du SME, c'est-à-dire dans le contexte d'un réajustement monétaire négocié avec les grands partenaires européens, la chancellerie allemande en tête. Au lendemain des élections municipales, chacun s'attend justement à un nouveau réajustement monétaire, dans la mesure où le franc est attaqué sur les marchés depuis plusieurs semaines. Ainsi, la crise politique qui se noue au lendemain des élections se développe parallèlement à une négociation monétaire franco-allemande serrée, menée par Jacques Delors à Bruxelles, en vue d'une troisième dévaluation, laquelle sera accompagnée par l'annonce de nouvelles mesures économiques. Le ministre des Finances français va d'ailleurs s'appuyer sur le contexte politique afin de faire pression sur ses partenaires.

Tout s'accélère dans la semaine du 21 au 25 mars. Le lundi 21, le réajustement monétaire intervient. Le lendemain, 22 mars, la présidence de la République annonce la formation d'un nouveau gouvernement mais, contrairement à ce que beaucoup attendaient, elle confirme Pierre Mauroy à Matignon. Quant aux communistes, ils restent au gouvernement. Le mercredi 23, François Mitterrand s'explique lors d'une courte allocution à la télévision. Non seulement il défend la politique économique menée depuis 1981, mais il annonce de nouvelles décisions qu'il inscrit dans la continuité de son action. Justement, le vendredi 25 mars, après une nuit de travail, le nouveau gouvernement présente un programme d'action pour le rétablissement des équilibres extérieurs.

C'est ce programme d'action, très largement élaboré par l'équipe de Pierre Mauroy, qui fait l'objet de polémiques encore aujourd'hui. Celui-ci comporte six volets qu'il convient de rappeler : la réduction de 20 milliards de francs du déficit budgétaire ; la diminution des besoins de financement des entreprises du secteur public à hauteur de 11 milliards de francs compensée par un relèvement des tarifs publics ; des mesures de soutien à l'épargne afin de financer les entreprises et de réduire la consommation des ménages ; des mesures permettant d'équilibrer les comptes de la Sécurité sociale pour les exercices 1983 et 1984 ; des mesures de lutte contre le déficit extérieur grâce à un contrôle des changes renforcé avec, notamment, une mesure qui va frapper les esprits : la création d'un carnet de change obligatoire pour tout achat de devises étrangères ; des mesures de lutte

contre l'inflation ; un certain nombre de mesures concernant l'épargne, dont la plus importante est la création d'un emprunt obligatoire remboursable sur trois ans représentant 10 % de l'impôt sur le revenu de 1981. Ce programme d'économies est important. Il touche en priorité les ménages. On notera toutefois que plusieurs de ces mesures épargnent les ménages les plus en difficulté. Il retire de la consommation plus de 60 milliards de francs : à peu près 2 % du PIB. L'effet attendu – et calculé par l'Insee – est une baisse de la consommation, un ralentissement des importations, un recul de la croissance et, *in fine*, une hausse du chômage¹⁰.

Ces mesures marquent-elles pour autant un « tournant », c'est-à-dire l'abandon brutal d'une politique¹¹ pour une autre, dite néolibérale ? Il faut relever d'abord que la hausse des prélèvements obligatoires – c'est-à-dire des impôts – comme le contrôle strict des mouvements monétaires – y compris pour les particuliers – s'apparentent difficilement à des mesures néolibérales. Peut-on affirmer que les socialistes ont alors brusquement décidé de maîtriser les déficits publics ? Non. Dès l'été 1982, le budget préparé pour l'année 1983 et voté à l'automne « consacre le changement de cap de la politique économique du gouvernement et une rupture avec la relance tentée en 1981¹² ». Le budget adopté en 1982 prévoyait en effet un net ralentissement de la progression de la dépense publique et un déficit volontairement contenu en dessous des 3 % du PIB. François Mitterrand l'admet d'ailleurs à Figeac le 27 septembre 1982 puisque, tout en rappelant que les budgets de la recherche, de l'industrie, de l'éducation et de la culture continueront d'augmenter, il indique que le budget de 1983 devra respecter cet objectif des 3 %. Cette volonté d'une gestion rigoureuse des comptes publics est-elle inédite, y compris dans le discours ? Non. Pierre Mauroy, lors de son discours de politique générale en juillet 1981, annonçait déjà que son projet économique s'inscrivait dans la durée, qu'il serait conduit « dans la rigueur », c'est-à-dire « la rigueur budgétaire¹³ ». Lors de ce même discours, il indiquait que « la relance » de l'économie mise en œuvre par son gouvernement « devait être prudente pour ne pas accentuer les déséquilibres ». Effectivement, la relance de 1981 fut à bien des égards une « relance naine¹⁴ », et nullement la gabegie que de nombreux hommes ou commentateurs politiques de droite ont voulu dénoncer. À cet égard, il faut rappeler que les mesures prises après mai 1981 ont injecté entre 25 et 27 milliards de francs supplémentaires, soit environ 1 % du PIB. Pour mesurer l'ampleur de l'effort ainsi réalisé, il faut le comparer avec la relance de 1975 menée par le gouvernement de Jacques Chirac. Celle-ci, dans un tout autre contexte, injecte près de 60 milliards de francs dans l'économie, soit un peu plus de 2 % du PIB. La hausse des dépenses publiques en 1981 a donc certes été réelle, mais mesurée. On ajoutera que, dès septembre 1981, dans le projet de loi budgétaire pour 1982, un « gel » éventuel de plusieurs milliards de francs était prévu afin d'éviter le dérapage des comptes publics. Or, ces dépenses n'ont jamais été réalisées¹⁵.

En ce qui concerne les décisions de 1983, un autre argument est avancé : François Mitterrand

aurait choisi l'Europe contre le socialisme. S'il est indéniable que le projet européen va devenir, dans le discours comme dans la pratique, un point saillant de l'action politique du président comme de ses gouvernements, il est difficile de faire de mars 1983 une sorte de conversion européenne. François Mitterrand a toujours maintenu un discours proeuropéen, que ce soit sous la IV^e République – excepté concernant la Communauté européenne de défense –, dans l'opposition à de Gaulle comme à la tête du Parti socialiste. À aucun moment, notamment lors du bras de fer engagé avec le parti communiste, il n'a faibli sur ce point. Au contraire ! Il a fait de ce sujet, dont chacun savait qu'il était difficile pour les dirigeants de la place du Colonel-Fabien, un point de friction constant – et donc la marque d'une différence. Il s'est toujours retrouvé à cet égard en accord avec Pierre Mauroy, notamment lors du congrès extraordinaire de Bagnolet en 1973¹⁶. Là encore, il faut se reporter à la déclaration de politique générale du nouveau Premier ministre en juillet 1981 : « Le moyen le plus sûr de façonner un environnement conforme à ces vœux, explique-t-il en conclusion, c'est d'abord la construction européenne. » Cela vaut bien entendu pour les questions monétaires, Pierre Mauroy déclarant à cette même occasion : « Nous défendrons le franc et le maintiendrons dans le Système monétaire européen. » Et en effet, les dévaluations de octobre 1981, de juin 1982 et de mars 1983 sont mises en place à l'intérieur des marges prévues dans ce système et conformément aux résultats de discussions avec les partenaires européens. De ce point de vue, il faut insister sur le choix initial du 21 mai 1981 fait par François Mitterrand et Pierre Mauroy : d'un commun accord, le jour même de l'investiture du nouveau président, ils s'accordent pour ne pas dévaluer massivement la monnaie. Une telle dévaluation aurait en effet entraîné une sortie de la monnaie française du cadre du SME : une idée écartée dans les premières heures où le Parti socialiste est au pouvoir. Ne faut-il pas dès lors considérer que le vrai tournant en 1983 aurait été de sortir du SME ? Au contraire, en choisissant d'y rester, on répétait une décision déjà prise en mai 1981 puis confirmée deux fois lors des précédentes dévaluations, lesquelles sont en réalités et techniquement, des réalignements monétaires dans le cadre du système européen.

Du reste, François Mitterrand n'a pas attendu le mois de mars 1983 pour expliquer que le gouvernement français faisait de l'Europe une priorité. En octobre 1981, la délégation française dépose un mémorandum pour une relance de l'Europe sur la table de négociations. Tout au long de l'année 1982, en accord avec le Premier ministre, le président fait assaut de déclarations européennes. En janvier 1983, devant le Bundestag, non seulement il défend la solidarité franco-allemande et la solidarité de l'Europe de l'Ouest en matière de défense face à la menace des SS-20 soviétiques, mais il rappelle aussi son espoir que la France et l'Allemagne construisent « une Europe forte » à l'intérieur de laquelle « la cohésion monétaire et financière [sera] renforcée¹⁷ ». Là encore, les choix de mars 1983 s'inscrivent bien plus dans la continuité que dans la rupture.

Le choix de la rigueur en 1981-1982

Concrètement – sinon politiquement –, c'est bien dans les premiers mois de leur exercice du pouvoir que les socialistes français, et en premier lieu le duo président de la République-Premier ministre, tiennent compte de l'environnement économique. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la monnaie et l'évolution des prix. S'« attaquer aux causes même de l'inflation », « prendre les mesures nécessaires pour que la reprise de la demande soit satisfaite par la production interne sans risque d'inflation » sont autant d'affirmations que l'on retrouve dans le « Projet socialiste pour la France des années 80¹⁸ ». Lutter contre « la vie chère » a été l'un des thèmes de campagne de François Mitterrand en 1981.

Bien entendu, il existe une contradiction entre l'évolution de la masse monétaire liée aux premières mesures du gouvernement et la limitation de l'évolution des prix. Mais on considérait alors que cette évolution ne faisait qu'anticiper une reprise économique mondiale que l'on espérait pour le début de l'année 1982. Or, dès l'automne 1981, il devient évident que cette reprise économique ne viendra pas. Un observateur attentif verrait d'ailleurs que certaines mesures – encore très timides – sont prises dès l'automne pour contrôler l'évolution de la masse monétaire. Lors du Conseil des ministres du 7 octobre 1981 est ainsi annoncé un premier blocage de six mois pour certains prix.

Mais cette première mesure est de peu d'effet. La situation économique française tend même à se dégrader, d'autant que l'on assiste à une brutale révision des statistiques de croissance des grandes organisations internationales. Dès le début de l'année 1982, plusieurs Conseils des ministres restreints où sont abordées ces questions économiques se tiennent autour du président¹⁹. Au cours de ces discussions sont abordées les questions du dérapage des déficits publics et des difficultés du franc. François Mitterrand indique alors publiquement que l'objectif du gouvernement est de maintenir le déficit public français en dessous des 3 % et évoque les « mesures rigoureuses » qu'il a réclamées²⁰. Pierre Mauroy ne dit pas autre chose.

Après la pause dans l'annonce des réformes demandée par Jacques Delors à la fin de l'année 1981, la rigueur est donc clairement assumée. Elle prend une tournure très concrète le 12 juin 1982. Ce jour-là, le cours de la monnaie française – sévèrement attaquée depuis la fin du mois de février – est une nouvelle fois réajusté dans le cadre du SME²¹ ; décision accompagnée le lendemain par une série de mesures économiques drastiques. Le gouvernement de Pierre Mauroy entérine en effet pour quatre mois un strict blocage de tous les prix et, surtout, des revenus. Parallèlement sont annoncés une hausse de la fiscalité, la limitation du déficit budgétaire par des économies sur les dépenses de l'État, leur réorientation vers l'investissement productif et, enfin, l'assainissement financier des organismes sociaux. Ces orientations sont confirmées dans la loi de finances pour

1983 soumis à l'Assemblée nationale le 26 octobre 1982. Les commentateurs ne s'y trompent pas : l'heure est bien à l'« austérité »²².

Il faut comprendre ce qu'ont représenté ces décisions de 1982. La France s'était dotée d'un système d'indexation généralisée des salaires – d'ailleurs confirmé par Raymond Barre à la fin des années 1970 – aux termes duquel, tous les trimestres, les partenaires sociaux s'accordaient pour relever les salaires sur la base de l'inflation des deux derniers mois et de l'anticipation du mois suivant. Cette hausse mécanique des salaires se reportait ensuite sur les prix, sur l'ensemble des prestations sociales, sur les montants de crédit, etc., si bien que la hausse de l'inflation était devenue la norme. Or, ce relèvement permanent des prix français grevait d'autant le prix des produits nationaux à l'exportation. Le commerce extérieur français payait donc un prix très lourd. C'est à ce système que les décisions de juin 1982 ont mis fin. D'environ 14 % en 1981, l'inflation aura été ramenée en France à 5,8 % en 1985, puis à 2,7 % en 1986. Surtout, le différentiel d'inflation avec le deutsche mark, clé de la compétitivité des produits français à l'intérieur du marché commun, se trouvait considérablement réduit.

Tout au long de l'année 1982, un ensemble de décisions très précises sont prises par le Premier ministre et ses ministres de l'Économie et du Budget – respectivement Jacques Delors et Laurent Fabius. Le 10 mars 1982, le plafond du déficit budgétaire est fixé à 3 % du PIB. Le 16 avril 1982, Pierre Mauroy s'engage à stabiliser les charges sociales des entreprises. Le 10 septembre 1982, anticipant la sortie du blocage des prix et des salaires, une circulaire de Pierre Mauroy met un terme à l'indexation des salaires, lesquels seront calculés une fois connue l'évolution réelle des prix. Dans cette circulaire s'ajoutent quelques autres mesures, dont l'exonération de l'impôt sur la fortune pour les entrepreneurs qui investissent. À la fin du mois est annoncé le plan Bérégovoy sur la Sécurité sociale, qui vise à une réduction de 12 % des dépenses. Le 19 octobre 1982, le Premier ministre signe plusieurs arrêtés d'annulation de crédits budgétaires, notamment dans le domaine de la défense. Enfin, le 24 novembre 1982, le gouvernement impose aux partenaires sociaux le plan de redressement des comptes de l'Unédic : des économies de douze milliards devront être réalisées sur les 90 milliards prévus à l'époque.

Une fois la loi de nationalisation votée en février 1982, ces mesures financières sont ensuite complétées par un vaste « Meccano » industriel. Commence alors une période de profondes restructurations qui touchent tous les secteurs de l'économie française et que l'État – désormais patron – accompagne en autorisant la fermeture et/ou la modernisation de nombreuses usines et par de larges mesures sociales. Pour cela, est créé en juillet 1982 le Comité interministériel de restructuration industrielle qui précède, à l'automne – et pour ne prendre que cet exemple –, l'annonce du premier plan acier de la gauche. Celui-ci est suivi par un deuxième plan en mars 1983.

Au total, de 1982 à 1986, la production sidérurgique française aura été profondément transformée et ses usines modernisées. Mais ses effectifs auront aussi été réduits de plusieurs milliers d'ouvriers. Cela est accompli au prix de grandes difficultés politiques pour le gouvernement et, plus largement, sociales pour les populations concernées. L'exemple de la sidérurgie vaut pour l'automobile, la construction navale ou encore le charbon.

Il ne s'agit pas ici de se livrer à une analyse économique exhaustive de ces années (on se reportera à la littérature existante) mais bien de montrer que les socialistes français – et leurs alliés communistes, au moins jusqu'à l'été 1984 – ont finalement assumé une gestion très réaliste de l'économie bien avant la crise politique de mars 1983. Ces décisions ont été défendues publiquement – et courageusement – par Pierre Mauroy, avec l'aval de François Mitterrand – ce dernier se tenant toutefois en retrait.

Que s'est-il passé en 1983 ?

Que le lecteur se rassure toutefois ! Il s'est bien passé quelque chose en mars 1983, et nous n'affirmons pas le contraire. D'ailleurs, les acteurs eux-mêmes en font le récit et la plupart en sont convaincus. Mais il nous semble que, pris dans les événements que nous avons rappelés en introduction – défaite électorale, incertitude sur le nom du Premier ministre, jeu de concurrence entre les ministres et leurs équipes, négociations européennes accompagnées de mesures économiques nouvelles –, ces mêmes témoins sous-estiment certaines décisions de 1981-1982.

Pourquoi ? D'abord parce qu'en mars 1983 la conjoncture économique reste atone – les décisions prises depuis 1981 mettent plusieurs semestres à produire leurs effets –, le franc subissant toujours de nouvelles attaques. Sur le plan politique, Pierre Mauroy est de plus en plus contesté. Sa cote de popularité s'est dégradée continuellement depuis juin 1981, les « mauvaises opinions » dépassant les bonnes dès l'automne 1982. À l'Élysée, ceux que l'on appelle « les visiteurs du soir » entretiennent l'idée qu'il faut prendre des décisions politiques différentes et, pour cela, changer les hommes ; et d'abord l'hôte de Matignon.

Les médias eux-mêmes ne sont pas en reste. Durant toutes les années 1970, la question de la compatibilité du programme socialiste avec la réalité de l'économie française s'est trouvée au cœur des débats politiques. Lors de la campagne de 1981, Valéry Giscard d'Estaing – et avec lui toute la droite – avait pointé ce qu'il considérait comme les incohérences du projet socialiste : « Je vous dis qu'à l'heure actuelle, dans le monde tel qu'il est, avec les difficultés économiques que nous avons, l'économie française n'est pas en état de faire face à de telles surcharges [liées au projet économique socialiste] et chacun de vous qui croira pouvoir vivre mieux, vivra en réalité plus mal.

J'ai le devoir de le lui dire. » À gauche, ce sentiment était partagé par certains partisans de Michel Rocard – notamment de nombreux hauts fonctionnaires qui avaient rejoint le Parti socialiste par le biais de la CFDT. Ils considéraient que le projet socialiste n'était plus adapté à la crise que traversait l'économie française.

Bref, au niveau des médias comme des acteurs politiques, il existait une sorte *de lieu commun* autour de l'échec ou du changement de cap de la politique économique socialiste. Chaque décision économique, chaque geste politique étaient, d'une certaine façon, analysés à cette aune, et ce, dès l'été 1981. Les mauvais résultats des élections municipales de mars 1983 pour la gauche ont renforcé cette attente et posé, on l'a vue, cette question : comment va réagir le pouvoir ? D'une certaine façon, l'idée de tournant était inscrite indépendamment des faits.

D'autant que les acteurs eux-mêmes se livraient à de rudes batailles. Sans revenir sur ceux que l'on a appelés « les visiteurs du soir », il est clair que, au premier semestre 1983, François Mitterrand a laissé s'installer autour de lui un débat sur l'orientation économique du pays. Ce débat intervient par ailleurs au moment où les autorités françaises entament leurs négociations avec la nouvelle équipe allemande du chancelier Helmut Kohl. Se forme alors une concurrence entre un couple Delors-Mauroy, d'une part, et Fabius-Bérégovoy, d'autre part. Tous les ingrédients se trouvent donc réunis pour que se noue une crise politique : un poste de Premier ministre incertain, des concurrents plus ou moins ouvertement déclarés, un débat officieux, des médias à l'affût, une élection perdue, une négociation internationale difficile, l'annonce d'une intervention du président de la République. Au-delà de leur impact réel sur l'économie, les décisions de mars 1983 se trouvent donc colorées par un contexte dramatisé qui donne corps à l'impression de tournant. Pourtant, si l'on se reporte aux choix économiques effectués en 1981 et 1982, le véritable tournant aurait été de quitter le SME et de ne pas maîtriser les dépenses publiques. Or, c'est l'inverse qui a été fait.

Patrick Ponsolle, l'un des acteurs de cette période, lors d'entretiens menés à l'institut François-Mitterrand en mars 2013, est revenu sur cette image de « tournant ». Il lui préfère celle de carrefour : « [À un carrefour] on s'arrête au stop, on regarde à droite, à gauche et puis on continue tout droit²³. » La métaphore nous semble pertinente et rend certainement mieux compte de ce qui s'est passé à cette époque. En réalité, le « carrefour » de 1983 s'inscrit à la fois dans l'histoire longue de la gauche française et dans l'histoire plus courte des « années Mitterrand ». L'histoire longue nous renvoie aux difficultés rencontrées par le gouvernement du Cartel des gauches comme par celui du Front populaire. Tous ont été confrontés à des problèmes similaires, c'est-à-dire à la difficile adéquation entre leur volonté politique, les moyens disponibles pour lui donner corps et le contexte politique dans lequel ils inscrivaient leur action. L'histoire longue, c'est aussi celle du mouvement ouvrier français et de son rapport à la démocratie et au capitalisme, lesquels

sont des données historiques qui s'imposent autant qu'elles doivent être dépassées. Cette histoire longue, François Mitterrand l'a prise à bras-le-corps en cherchant dès les années 1960 et, surtout, entre 1971 et 1981 à la tête du Parti socialiste, à réunir une gauche non communiste aussi éclatée dans ses structures qu'elle était diverse dans son approche de la politique. C'est pourquoi un certain nombre de débats n'avaient pas été tranchés clairement : quelle place pour le projet européen – et donc l'ouverture sur le marché commun –, *quid* de la coopération monétaire européenne, comment concilier les objectifs – affichés conjointement – de réduction du chômage et de l'inflation, etc. Ces débats opposèrent notamment le CERES de Jean-Pierre Chevènement et le courant animé par Michel Rocard, François Mitterrand jouant habilement d'un positionnement central, renversant ses alliances en 1974-1975 puis en 1979, mais cherchant toujours à préserver la stratégie d'union de la gauche, clé à ses yeux du succès électoral.

À bien des égards, Pierre Mauroy suivit cette ligne, au moins jusqu'à l'été 1978. Mais le hiatus du projet socialiste – en réalité déjà bien réduit par les travaux des groupes d'experts dans les années 1970²⁴ – ne pouvait perdurer une fois le parti au pouvoir. C'est donc progressivement, et non brutalement, à mesure que la crise économique s'imposait – ce que l'on appelait à l'époque la « contrainte extérieure » –, que François Mitterrand et Pierre Mauroy ont conduit le Parti socialiste à faire les choix politiques qu'il n'avait pas faits durant les années d'opposition.

Sans aucun doute, l'action du premier Premier ministre de François Mitterrand fut ici déterminante. Dès les premiers jours de l'installation des nouvelles équipes au pouvoir, il tenta de concevoir, avec l'assentiment du président, une ligne de conduite respectueuse des engagements pris, mais également rigoureuse sur le plan de la gestion des grands équilibres, l'un et l'autre de ces engagements étant indissociables pour que la gauche exerce le pouvoir dans la durée.

1. Jean-Michel Bezat, « **Mestrallet : le 'pacte de responsabilité' a un goût de 'mars 1983'** », *Le Monde*, 27 février 2014.
2. L'ensemble de notre intervention s'appuie sur les travaux présentés lors des journées d'études organisées par la Fondation Jean-Jaurès et l'institut François-Mitterrand les 25 et 26 mars 2013, « **De quel tournant mars 1983 est-il le signe ? Une histoire du 'tournant de la rigueur'** », dont les actes restent à paraître. Sur les événements et l'analyse économiques de ces années : Serge Berstein, Jean-Louis Bianco, Pierre Milza (dir.), *Les Années Mitterrand : les années du changement, 1981-1984 : actes du colloque 'Changer la vie, les années Mitterrand 1981-1984'*, Paris, Perrin, 2001 ; et Georges Saunier, « Le gouvernement français et les enjeux économiques européens à l'heure de la rigueur 1981-1984 » in Éric Bussière, Michel Dumoulin, Sylvain Schirmann (dir.), *Milieus économiques et intégration européenne au XX^e siècle. La relance des années quatre-vingt (1979-1992)*, actes du colloque des 1^{er} et 2 décembre 2005, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2007, p. 109 sq. Les données factuelles sont issues des années correspondantes de l'*Année politique économique et sociale en France*, Le Moniteur, des communiqués du Conseil des ministres, des publications statistiques Eurostat et Insee.
3. François Mitterrand, *Ici et Maintenant*, Paris, Fayard, 1980, p. 5.
4. René Rémond, « Conclusion » in Serge Berstein, Jean-Louis Bianco, Pierre Milza (dir.), *Les Années Mitterrand...*, *op. cit.*, p. 953. Pour les mesures citées dans les paragraphes qui suivent, on se reportera utilement au livre *op. cit.*, ainsi qu'à la

- lecture des chroniques de ces années parues dans *L'Année politique, économique et sociale en France*, Éditions du Moniteur, 1981, 1982, 1983 et 1984. Les données proviennent de ces dernières publications ou des séries longues durées de l'Insee.
5. Pour en savoir plus, se reporter à Michel Margairaz, « Les nationalisations : la fin d'une culture politique ? » in Serge Berstein, Jean-Louis Bianco, Pierre Milza (dir.), *Les Années Mitterrand...*, op. cit., pp. 344-385.
 6. CGE, Saint-Gobain, Péchiney Ugine Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt, Usinor, Suez.
 7. Le Conseil des ministres du 10 juin décide donc la création de 54 290 emplois publics, d'ici à la fin de 1981 : 37 700 recrutements dans la fonction publique (dont 11 475 par l'Éducation nationale), 2 250 emplois créés par les organismes sociaux et culturels avec le concours de l'État, 5 000 emplois sociaux financés par un fonds d'aide à la création d'emplois d'initiative locale (3 000 francs par emploi et par mois pendant un an) et enfin 9 340 emplois dans les organismes de Sécurité sociale.
 8. Pour le détail, se reporter par exemple à Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La Décennie Mitterrand. 1, Les Ruptures (1981-1984)*, Paris, Seuil, 1990.
 9. Sur ce point, voir l'analyse électorale de Jérôme Jaffré : « L'inversion du rapport gauche-droite », *Le Monde*, 18 mars 1983. Le 10 mai 1981, dans les villes de plus de 30 000 habitants, François Mitterrand obtenait 53,1 %. Au premier tour des élections municipales de 1983, dans les mêmes villes, la gauche n'a obtenu que 44,9 % des suffrages exprimés.
 10. Voir *Les Années Mitterrand...*, op. cit., et *L'Année politique, économique et sociale en France*, Éditions du Moniteur, 1984.
 11. Dès 1999, Jean-Charles Asselain indiquait que cette analyse n'était pas confirmée par « l'observation des événements, ni [par] les approches quantitatives » : Jean-Charles Asselain, « L'expérience socialiste face à la contrainte extérieure » in Serge Berstein, Jean-Louis Bianco, Pierre Milza (dir.), *Les Années Mitterrand...*, op. cit., p. 399.
 12. *Année politique économique et sociale en France 1982*, Paris, Le Moniteur, 1983, p. 554.
 13. Direction de l'information légale et administrative, « **Déclaration de politique générale** de M. Pierre Mauroy, Premier ministre, devant l'Assemblée nationale le 8 juillet 1981, publiée dans *Le Monde* le 10 juillet 1981 ».
 14. Jean-Charles Asselain, « L'expérience socialiste... », art. cit. in Serge Berstein, Jean-Louis Bianco, Pierre Milza (dir.), *Les Années Mitterrand...*, op. cit., p. 399.
 15. Voir par exemple Georges Saunier, « Le gouvernement français et les enjeux économiques européens à l'heure de la rigueur 1981-1984 » op. cit.
 16. Georges Saunier, « Socialistes et questions communautaires (1971-1981) » in Jean-Michel Guieu, Claire Sanderson et Maryvonne Le Puloch (dir.), *L'Historien et les Relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, pp. 303-312.
 17. « Discours prononcé par M. François Mitterrand, Président de la République Française, devant le Bundestag à l'occasion du 20^e anniversaire du Traité franco-allemand de coopération, Bonn, jeudi 20 janvier 1983 », archives IFM, fonds service de presse.
 18. Il s'agit du programme politique élaboré et adopté par le Parti socialiste dans les perspectives de l'élection présidentielle de 1981. Cf. Parti socialiste, *Pour la France des années 80. Projet socialiste pour la France des années 80*, Club socialiste du livre, 1980, p. 220, 224. Dans ce texte, à côté de mesures de volontarisme économique très claires, figure aussi l'intention d'en maîtriser les éventuels effets négatifs. Il en est de même pour les 110 propositions de François Mitterrand. Si l'accent y est mis sur la « relance économique » et la mise en œuvre d'une « nouvelle croissance », l'objectif de défense du franc, de contrôle des prix, de soutien à l'épargne et de limitation de la contrainte extérieure sont eux aussi rappelés.
 19. Les 3, 10 et 17 février 1982.
 20. « Discours de M. François Mitterrand, Président de la République française à l'hôtel de ville d'Aubusson », 3 mai 1982, archives de l'institut François-Mitterrand (IFM).
 21. Le franc et la lire sont respectivement dévalués de 5,75 % et 2,75 %. Le deutsche mark et le florin sont réévalués de 4,25 %.
 22. À titre d'exemple, on citera l'article de François Renard, journaliste économique et financier du journal *Le Monde*, commentant les débats sur la loi de finance 1983 : « au-delà des empoignades sur les 'reniements' de la gauche, les

'artifices' de présentation du budget, réels ou supposés, et le 'catastrophique héritage' de la droite, plane sur l'Assemblée le spectre de l'austérité, voire de la récession. », dans « Une double gêne », *Le Monde*, 29 octobre 1982.

23. Sur le sujet : intervention de Patrick Ponsolle, alors directeur adjoint du cabinet de Laurent Fabius, ministre du Budget, lors du séminaire du 28 janvier 2013 organisé par l'institut François-Mitterrand et la fondation Jean-Jaurès en amont de la journée d'études « De quel tournant mars 1983 est-il le signe ? Une histoire du "tournant de la rigueur" » et Journées d'études des 25 et 26 mars 2013 organisées par l'université Paris I Panthéon-Sorbonne/ IDHE-IHES, l'université de Paris IV Sorbonne/IRICE, l'université de Rouen/GRHIS, l'institut François-Mitterrand et la Fondation Jean-Jaurès.
24. Mathieu Fulla, *Les Socialistes français et l'Économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.